

L'Europe doit vite reprendre le leadership sur le climat

COLLECTIF DE SIGNATAIRES

Arnaud Zacharie – secrétaire général du CNC-D-11.11.11; Floor Overbeek – directrice d'Oxfam-Solidarité; Antoine Lebrun – directeur de WWF-Belgique; Vincent De Brouwer – directeur de Greenpeace Belgique; Vincent Volckaert – directeur général de Protos

En janvier dernier, Donald Trump décidait de cesser le financement de tous les projets de coopération au développement qui avaient un lien de près ou de loin avec l'avortement.

Les ministres belges et européens se sont indignés. «*S'il ne souhaite plus soutenir ces projets, nous allons le faire!*» ont dit en substance les ministres, dont Alexander De Croo, ministre belge de la coopération au développement.

Avec son ancienne collègue néerlandaise Lillianne Ploumen, le ministre belge a servi de figure de proue d'une grande campagne de collecte de fonds lors d'une conférence au nom évocateur «*She decides*» («*Elle décide*»).

La conférence a permis de récolter 180 millions d'euros pour la cause: le soutien à l'éducation sexuelle, la contraception, les soins de maternité et le droit à l'avortement en toute sécurité dans les pays en développement. Mais «*She Decides*» est bien plus que de l'argent. Il s'agit d'un positionnement qui démontre clairement à Donald Trump que nous défendons fermement les droits des femmes.

Des économies sur le dos des plus pauvres

Avec la sortie annoncée de l'accord de Paris, Donald Trump fait une seconde fois des économies sur le dos des plus pauvres. Concrètement, les deux milliards de dollars promis par le président Obama au

Fonds vert pour le climat ne seront pas payés. Ce fonds aide les pays en développement à mener à bien des projets de lutte contre le réchauffement climatique.

Or, sans cet argent, les pays en développement se sentiront déliés de leurs engagements climat, car ils ne pourront tout simplement pas les mettre en œuvre. Cet argent doit servir aussi à soutenir les adaptations nécessaires dans un monde plus chaud (infrastructures, stratégies de développement économique tenant compte des dérèglements climatiques,...). Sans fonds supplémentaires pour s'adapter et vivre le mieux possible avec les aléas climatiques, les conséquences du réchauffement seront dramatiques.

Le Premier ministre Charles Michel et le reste du gouvernement ont réagi rapidement et fermement à l'annonce de la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris. L'Europe a également réagi, notamment par les voix d'Angela Merkel et d'Emmanuel Macron.

La sortie des Etats-Unis a été un électrochoc pour l'accord de Paris, mais nous ne nous en laissons pas distraire. Le réchauffement doit être limité à 2 degrés, et de préférence même à 1,5 degré.

Il y a toutefois une différence fondamentale avec l'indignation provoquée par la décision sur l'avortement: aucun pays n'annonce qu'il va relever ses objectifs climatiques. Surtout en ce qui concerne les accords conclus avec les pays en développement, ce silence est assourdissant. À Paris, c'était pourtant un élément essentiel de l'accord sur le climat: les pays riches se sont engagés à assumer leurs responsabilités historiques envers les pays pauvres.

Le contraste entre la réponse à la «*décision de l'avortement*» et la «*décision climatique*» est frappant pour les pays en développement. Certes, il en va d'autres budgets, bien plus importants, mais aussi d'un tout autre défi: l'avenir de milliards de personnes et la manière dont nous y ferons face.

Actuellement, le ministre De Croo consacre déjà un cinquième de son budget à l'aide humanitaire. C'est le cas du soutien

aux victimes de la récente famine en

Afrique orientale et au Moyen-Orient, une famine qui se trouve aggravée par les changements climatiques et le manque de ressources pour lutter contre cela.

L'aide humanitaire d'urgence est nécessaire pour sauver des vies à court terme, mais c'est un puits sans fond si un travail n'est pas entrepris sur les causes profondes de cette crise, comme le réchauffement climatique. Aujourd'hui, la Belgique promet aux pays en développement 50 millions d'euros par an pour lutter contre les dérèglements climatiques.

Découpler les efforts

Une goutte d'eau dans l'océan. En effet, pour honorer les engagements internationaux, la contribution de la Belgique devrait augmenter graduellement au lieu de rester bloquée au niveau de 2010. Entre 2010 et 2020, la contribution internationale devra découpler, mais la Belgique ne s'est pas engagée à découpler son soutien aux pays vulnérables.

De plus, l'argent promis par le gouvernement fédéral provient des budgets existants de la coopération au développement, il ne s'agit pas de montants additionnels conformément aux engagements pris sur la scène internationale.

Le retrait des Etats-Unis accentue encore le sous-financement climatique international. Afin de protéger les plus vulnérables, assumer pleinement leurs responsabilités et renforcer la confiance dans l'accord de Paris, tous les pays européens doivent découpler leurs efforts financiers.

Jeudi, le conseil européen réunira les chefs d'Etat ou de gouvernement pour discuter des conséquences de la sortie des Etats-Unis. Le financement climat devra figurer à l'ordre du jour de la discussion. Une chance énorme pour notre pays de réagir de manière adéquate à la décision de Donald Trump et de montrer que le leadership pris par rapport aux droits des femmes vaut aussi pour le climat. «*To make our future great again*», comme l'a dit le Premier ministre Charles Michel.